



C_2016_144

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 03 NOVEMBRE 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Habitat, Cohésion Sociale et
Emploi

L'an deux mille seize, le trois novembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	56

**Objet de la
délibération:**
**Programme Local de
l'Habitat - Demande
de prorogation de la
convention de
délégation de la
gestion des aides
publiques à la pierre
de l'État pour une
durée d'un an**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Caroline COLLOMBAT, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Fabrice MAGAUD, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Claude ALEMAGNA pouvoir à Liliane BOYER, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Sophie DUFOUR pouvoir à Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN pouvoir à Jacques MICHEL, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOIS pouvoir à Christine PREMOSELLI, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Bernard CHARDES, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Grégory LOEW pouvoir à Alain VIGIER, André MENET pouvoir à Francine FIORINI, Christine NICCOLETTI pouvoir à Nicole FANELLI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le :

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

La Communauté d'Agglomération Dracénoise pilote par délégation les aides à la pierre de l'État depuis plus de cinq ans.

En effet, la délégation des aides à la pierre de l'État et de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) a été votée dès le 16 décembre 2010 par la délibération N° 2010-130. Ce conventionnement arrive à échéance au 31 décembre 2016.

Cette délégation, qui intervient dans le cadre de la mise œuvre du Programme Local de l'Habitat, a permis de conforter la Communauté d'Agglomération Dracénoise dans son rôle de chef de file en matière de Politique Locale de l'Habitat.

Ce rôle de chef de file s'inscrit dans une démarche volontariste et maîtrisée des communes soutenues par la Communauté d'Agglomération Dracénoise en matière de production de logements sociaux.

Cet engagement se traduit par :

- de solides partenariats mis en place avec les opérateurs du logement social et notamment avec l'Établissement Foncier Régional avec lequel plusieurs contractualisations en faveur du logement sont actives ;
- la programmation annuelle de logements sociaux a connu une constante progression pour afficher en 2015 un taux de réalisation de 100% des objectifs assignés par le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) et la programmation 2016 dépasse d'ores et déjà les 600 logements locatifs sociaux ;
- le renforcement des moyens financiers de la Communauté d'Agglomération Dracénoise dédiés à la politique de l'habitat en affectant près de 9 M€ au titre du Programme Pluriannuel des Investissements 2016-2020 ;
- Enfin, concernant la réhabilitation du parc ancien, les derniers ajustements financiers du Programme d'Intérêt Général sont en cours afin de permettre une mise en œuvre du PIG dès le dernier trimestre 2016 avec le déploiement d'une équipe d'animation dédiée.

L'agglomération Dracénoise est ainsi pleinement engagée sur la politique de l'habitat. C'est pourquoi, l'intercommunalité souhaite des engagements forts de la part de l'Etat pour l'accompagner dans sa compétence habitat, notamment à travers le maintien de la délégation de la gestion des crédits d'aide à la pierre de l'État et de l'Anah.

La délégation de compétence n'étant loisible qu'aux territoires dotés d'un PLH (Programme Local de l'Habitat) approuvé, et compte tenu du fait que celui de la Dracénie arrive à échéance le 31 décembre 2016, il est proposé que la Communauté d'Agglomération Dracénoise se positionne aux fins de prorogation d'un an de cette délégation, délai nécessaire à l'élaboration du PLH 2017-2022.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission Habitat réunie le 13 octobre 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- solliciter auprès de l'État la prorogation pour un an (du 1er janvier au 31 décembre 2017) de la convention de délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques au logement qui s'appliquera sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération Dracénoise ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de

la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 09/11/2016

Reçu en préfecture le 09/11/2016

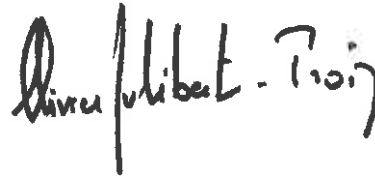
Affiché le

ID : 083-248300493-20161103-C_2016_144-DE

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 03 novembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.